

L'hon. Perrin Beatty (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que ce jugement peut encore être contesté devant les tribunaux, auquel cas nous devrons attendre les résultats de l'appel. Comme je l'ai déjà dit en réponse à des questions antérieures, je garde l'esprit ouvert. J'ai hâte de connaître les opinions de différentes personnes dont les chefs de police, les procureurs généraux et bien d'autres.

J'ai lu dans les journaux que les procureurs généraux désiraient me rencontrer pour discuter de la Loi sur les jeunes contrevenants. J'en serais ravi. En outre, j'ai dit que je consulterais beaucoup de gens à ce sujet et que j'informerai la Chambre des résultats.

* * *

LES BANQUES

LA NORTHLAND BANK—LA DÉCLARATION FAITE EN MARS PAR LA MINISTRE

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État aux Finances qui nous reproche d'être mal renseignés. Comme nous pouvons le lire à la page 3513 du *hansard* du 29 mars, la ministre a déclaré:

Monsieur le président, la présente situation représente un incident isolé. A l'heure actuelle, aucune autre institution financière canadienne ne semble avoir des problèmes de solvabilité.

Comment la ministre a-t-elle pu faire ce genre de déclaration alors qu'une autre banque était au bord de la faillite?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Parce que c'était vrai, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE LA DÉMISSION DE LA MINISTRE

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, la ministre n'ignore pas que son collègue des Pêches et Océans a choisi la seule solution honorable. Nous ne pouvons pas chiffrer son erreur, mais nous savons que la sienne coûte plus de 1 milliard de dollars. La ministre d'État aux Finances va-t-elle agir de façon honorable en démissionnant?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le parti en face a été au pouvoir pendant 16 ans. Il n'a jamais rien fait pour améliorer la réglementation de nos institutions financières. Il a refusé d'assumer ses responsabilités.

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: Nous n'avons jamais eu de faillite bancaire.

Mme McDougall: Il n'a absolument rien fait et j'ai le devoir de nettoyer le gâchis qu'il a laissé derrière lui.

Des voix: Bravo!

Questions orales

LES AFFAIRES CULTURELLES

LES POURPARLERS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre à propos d'intégrité culturelle. La semaine dernière, le premier ministre a déclaré à la Chambre que nos industries culturelles ne seraient, en aucun cas, partie intégrante de pourparlers éventuels sur le libre-échange. Mais dimanche dernier, à Halifax, le ministre des Communications a prétendu que ces industries pourraient faire l'objet de négociations, qu'elles n'en étaient pas exclues d'office, en tout cas. Le premier ministre pourrait-il préciser la politique du gouvernement à ce sujet? Va-t-on céder nos industries culturelles aux plus offrants ou seront-elles totalement exclues de toute politique libre-échangiste?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas lu la déclaration de mon collègue, mais j'ai tout lieu de croire qu'il n'a rien dit de tel puisque le gouvernement et son ministère ont pour politique de maintenir l'intégrité de nos institutions culturelles. Cela peut paraître étonnant aux yeux de certains, mais c'est un gouvernement conservateur qui a fondé la Société Radio-Canada. Nous tenons à l'intégrité de . . .

M. Gray (Windsor-Ouest): Vous êtes en train de la détruire maintenant.

M. Mulroney: Le leader du parti libéral à la Chambre prétend que Radio-Canada détruit le gouvernement. Bien au contraire, car nous travaillons toujours en étroite collaboration avec cette société. Nous défendons et son intégrité et son indépendance.

LA REVUE *TIME*—LA RÉPARATION POSSIBLE DE L'ÉDITION CANADIENNE

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse toujours au premier ministre. Il s'agit de l'intégrité culturelle de la publication des revues qui est menacée, bien sûr, par la résurgence éventuelle de l'édition canadienne du *Time*. Le premier ministre pourrait-il confirmer que l'édition supposément canadienne de cette revue ne paraîtra pas?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, la députée devrait savoir que la Loi de l'impôt sur le revenu nous interdit d'aborder cette question.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE

LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale, revêt une importance vitale pour les Canadiens de l'Atlantique. Quand le ministre compte-t-il recommander et mettre en place la politique sur la construction navale que le gouvernement a promise l'an dernier aux ouvriers des chantiers navals?